

COVID-19 :

Agnès Buzyn et ses remords : vérité ou action ?

C'est avec fracas que l'ancienne Ministre des Solidarités et de la Santé Agnès BUZYN annonce dans le Monde de ce mardi 17 mars, qu'avant son départ de son ministère fin janvier 2020, elle avait alerté le Conseil des Ministres des risques liés au COVID 19. Revirement de situation, puisqu'elle exprimait en même temps dans une conférence de presse le fait que ce virus n'atteindrait jamais le restant du monde et resterait confiné en Chine.

Comment a-t-elle pu, tout en sachant ce qui allait arriver, quitter le Ministère pour la ville de Paris ? Comment a-t-elle pu porter un ministère, aussi important que celui des Solidarités et de la Santé, si elle n'était pas même entendue par les Ministres sur un sujet aussi important ? Comment a-t-elle pu faire passer la solidarité gouvernementale avant ses devoirs éthiques de médecin, alors que c'est précisément sur cette base qu'elle revendiquait sa légitimité ?

La Fédération SUD Santé Sociaux avait déjà, à plusieurs reprises, questionné la légitimité de Madame BUZYN à porter ce Ministère. En effet, jamais les personnels hospitaliers n'ont été entendus dans leurs revendications pour un système de santé public fort et répondant aux besoins de toutes et tous, à travers les revendications structurelles et salariales qu'elles et qu'ils demandent depuis plus d'un an, et c'est bien le fond du problème

Et aujourd'hui toutes larmes et regrets dehors, nous avons enfin le fin mot : le gouvernement savait dès janvier mais n'a rien fait avant mars. Deux mois qui signeront l'arrêt de mort de milliers de personnes sur le territoire et laisseront exsangues des professionnel-le-s hospitaliers déjà épuisés avant cette crise. Quel mépris de ce gouvernement à nier l'évidence de ce qui se passe maintenant pour l'ensemble de la population ! De mensonges en mensonges l'ensemble de la population est victime d'un gouvernement qui se veut transparent et communique tant et plus que l'on finit par s'y perdre.

Les mesures barrières au virus, nous aurions pu les avoir dès janvier, avec un Gouvernement réactif. Mais ce n'était pas le moment. En deux mois, nous aurions pu en produire des masques et du gel hydro-alcoolique. Mais ce n'était pas le moment.

Aujourd'hui, ce sont tous les hôpitaux qui sont en situation de Danger Grave Et Imminent, en raison de la pénurie de masques, et les personnels ont la sensation d'être sacrifiés. Et leurs familles avec eux. Si pendant la crise du sang contaminé, il a été jugé qu'à l'époque le gouvernement n'avait pas les informations pour faire face, le gouvernement actuel n'a aujourd'hui pas cette excuse.

La Fédération SUD Santé Sociaux ne lâche rien et demandera des comptes à son Ministre de tutelle Olivier Véran, si un jour il daigne recevoir « ses troupes » qui font fonctionner coûte que coûte notre Hôpital, mais aussi au Premier Ministre Philippe et au Président Macron pour qui ce n'était pas le moment !

Paris le 19 mars 2020

